

Migrants refoulés : l'enquête qui accuse Frontex

L'agence européenne est mise en cause dans un rapport sur les refoulements illégaux pratiqués par Athènes

Le 15 février, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) rendait ses conclusions, au terme d'un an d'enquête, sur la gestion au sein de Frontex de l'épineuse question des « pushbacks ». Voilà des années que les gardes-côtes grecs sont accusés de pratiquer ces refoulements de migrants, contraires à la convention de Genève, sous l'œil, complice, de l'agence la plus riche de l'Union européenne.

Le rapport, qui a en partie provoqué la chute de l'ancien directeur, le Français Fabrice Leggeri, est depuis au centre d'une bataille entre la Commission et les parlementaires européens, qui font feu de tout bois pour obtenir sa publication. A Bruxelles, le document, connu d'un nombre restreint de fonctionnaires et d'élus, est réputé si toxique que personne ne voudrait le lire. La nouvelle directrice de Frontex, la Lettonne Aija Kalnaja, a assuré ne pas en avoir pris connaissance. Et le vice-président de la Commission, le Grec Margaritis Schinas, un soutien historique de Fabrice Leggeri, a refusé de dire en séance s'il l'avait lu ou non.

Ce rapport, que *Le Monde* et ses partenaires de *Lighthouse Reports*, ainsi que l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, ont pu consulter, détaille par le menu les péchés de la super-agence européenne de gardes-côtes et de gardes-frontières ainsi que les excès de sa précédente direction. Il confirme également l'utilisation massive de la technique illégale du « pushback » par les autorités grecques pour décourager les migrants de pénétrer sur le sol européen. Ainsi que la connaissance détaillée qu'avait Frontex du phénomène.

Face à ces révélations, difficile de ne pas s'interroger sur la position de la Commission européenne. Cette dernière, qui a pris connaissance des conclusions de l'OLAF fin février, n'a mis que récemment en garde la Grèce face à la fréquence des accusations de violation des droits de l'homme dont elle fait l'objet. Sans remettre en cause, pour l'heure, le déploiement de Frontex sur la péninsule. « *La protection de la frontière extérieure de l'UE contre les entrées illégales est une obligation. Mais les expulsions violentes et illégales de migrants doivent cesser, mainte-*

« Il y avait un schéma récurrent dans le fait de vouloir cacher des informations », note un agent de l'organisme

nant », a tonné Ylva Johansson, commissaire européenne chargée des affaires intérieures, à l'issue d'un appel avec trois membres de l'exécutif grec, dont le ministre de la police, le 30 juin. Cinq jours plus tard, face aux parlementaires européens, le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a quant à lui balayé la plupart de ces accusations, les qualifiant de « *propagande turque* ».

Volonté de « couvrir » la Grèce
Dans les médias, voilà des mois que l'homme et son camp s'évertuent à nier l'importance du cas grec dans les turbulences que traverse Frontex, après la démission de son ancien directeur exécutif, le 29 avril. « *L'opposition essaie, sans succès, de lier son départ avec ces prétendus "pushbacks"* », a ainsi déclaré le ministre de l'intérieur, Notis Mitarachi, devant son propre Parlement. La situation en Grèce est pourtant le fil rouge des enquêteurs de l'OLAF. Dans leur rapport de 129 pages, ces derniers confirment tout ce que les médias, dont *Le Monde*, ont écrit sur le sujet depuis plus de deux ans. Pis, ils révèlent que les faits étaient largement connus, et même dénoncés au sein de Frontex.

Ainsi, dès avril 2020, deux divisions de l'agence jugeaient « *crédibles* » les accusations fréquentes de traitements violents de la part des policiers grecs infligés aux migrants qui tentaient de rejoindre leurs côtes. « *Le fait que les Grecs tolèrent et pratiquent les "pushbacks" est très probable* », jugeait la division d'évaluation de la vulnérabilité de Frontex dans un rapport daté du 18 avril 2020, cité par l'OLAF.

Un an plus tard, le centre de situation de Frontex, sa tour de contrôle, chargée de surveiller en direct les frontières extérieures de l'Union européenne grâce à sa batterie de caméras, suggérait même l'ouverture d'une enquête



Des gardes-côtes turcs sauvent un groupe de migrants afghans disant avoir été repoussés par les autorités grecques en mer Egée, près de Dikili, en Turquie, le 2 juillet 2021. IVOR PRICKET/NYT/REDUX-REA

interne sur la base de nouvelles images transmises par l'ambassadeur de Turquie en Pologne, directement au siège de l'agence.

Face à ces conclusions, émanant de ses propres services, la réponse de la direction de l'agence est toujours la même, assure l'OLAF. Cantonner les découvertes au plus petit cercle possible. Eviter la contagion. « *Il y avait un schéma récurrent* [de la part de la direction] *dans le fait de vouloir cacher des informations et éviter toute responsabilité* », note un agent de Frontex. « *Je pense qu'à l'époque Fabrice Leggeri voulait protéger la Grèce. C'est le pays que l'agence soutient le plus. Mais personne ne comprend pourquoi il a pris ce risque* », se souvient l'un de ses proches.

Le 5 août 2020, à 1h41 du matin, un avion de Frontex est ainsi témoin d'un « pushback ». Ce qu'il filme est troublant : un navire grec traîne un canot pneumatique, trente migrants à son bord, en direction des eaux territoriales turques, au lieu de les ramener à terre. « *La manœuvre n'a aucun*

sens en matière de sauvetage », se lamente l'un des agents de Frontex dans un rapport d'incident adressé à son supérieur dans la matinée qui suit les faits.

L'avion de Frontex est finalement sommé de quitter les lieux par les autorités hellènes, envoyé dans une zone « *où il ne détecte plus aucune activité* ». « *Je considérerais ces événements comme des "pushbacks"* », se souvient un des agents interrogés par l'OLAF, avant de confesser l'interdiction formelle d'enquêter en interne et la volonté ferme de la direction de « couvrir » la Grèce « *en raison du contexte international* ». « *La répétition de ces événements est de plus en plus difficile à gérer* », renchérit le premier.

Implication financière

Deux options s'offrent à Frontex, opine un autre, à la suite de l'incident. « *Parler aux Grecs* » ou retirer les avions de Frontex pour ne plus être témoin de telles manœuvres. Une solution « cynique », reconnaît un agent, mais qui préserve Frontex de futures

turbulences ou autres « *risques en matière de réputation* ». La seconde option sera choisie. Plusieurs témoins assurent que la manœuvre avait pour but de ne plus être témoin de l'intolérable.

Selon les enquêteurs européens, il ne s'agit pourtant pas de la seule alerte reçue par la direction. Ni de la première. Le 5 juillet 2019, un message informe le management que certains agents, déployés dans des Etats membres, rechignent à faire remonter les comportements problématiques dont ils sont les témoins sur le terrain, en raison « *des répercussions que cela pourrait avoir pour eux* ». C'est particulièrement le cas en Grèce. Fin avril 2020, un agent déployé par Frontex sur place demande l'anonymat au moment de rapporter des faits dont il a été témoin. « *Les menaces des autorités grecques ont fini par porter leurs fruits* », se lamente l'un de ses supérieurs par écrit.

La conclusion la plus destructrice pour Frontex porte probablement sur son implication fi-

L'Office européen de lutte antifraude note qu'au moins six bateaux grecs cofinancés par Frontex ont été impliqués dans des « pushbacks »

nancière dans les opérations hellènes. L'OLAF note ainsi qu'au moins six bateaux grecs cofinancés par l'agence auraient été impliqués dans plus d'une dizaine de refoulements entre avril et décembre 2020. « *Nous n'avons trouvé aucune preuve de la participation directe ou indirecte de Frontex dans ces renvois* », déclarait Fabrice Leggeri en janvier 2021. Une ligne qu'il a défendue coûte que coûte jusqu'au bout de son mandat. A tort. ■

THOMAS STATIUS

« La Commission était trop centrée sur les droits de l'homme »

Dans un rapport de l'OLAF, les enquêteurs accusent trois dirigeants placés à la tête de Frontex d'avoir « basé leur décision sur des préjugés »

C'est la chronique d'un naufrage. L'histoire d'une dissimulation à grande échelle perpétrée par trois fonctionnaires européens placés à la tête de Frontex : Fabrice Leggeri, son directeur, Thibault de La Haye Jousselin, son bras droit, et le Belge Dirk Vandenberg, directeur de la division chargée de la surveillance des frontières. Les deux premiers ont été poussés à la démission. Le troisième est toujours en poste à Varsovie. Aucun des trois n'a donné suite aux demandes d'interview du *Monde* et de ses partenaires.

Tous les trois ont laissé leurs « *opinions personnelles* » interférer avec la conduite de Frontex, notent les enquêteurs de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). Partisans d'une ligne dure en matière de gestion des frontières extérieures de l'Union européenne, ils ont enfermé l'agence dans un mensonge : les refoulements de

migrants en mer Egée n'existent pas. Ils seraient une invention d'ONG « *soutenues par les Turcs* ». Une position proche de celle défendue par l'exécutif grec, mais aussi par l'extrême droite européenne.

Pour les enquêteurs, c'est la circulation de cette idée, empoisonnée, qui explique en partie la dérive de l'agence. Plusieurs mis en cause « *ont basé leur décision sur des préjugés (...). Ils ont considéré que la Commission européenne était trop centrée sur les questions de droits de l'homme* », écrivent-ils en guise de conclusion à leur rapport de 129 pages. *En agissant ainsi, ils ont rendu impossible pour l'agence de répondre à ses responsabilités.* « *Le contexte géopolitique, qui prévalait à l'époque, a affecté ma perception des situations opérationnelles* », s'est défendu Fabrice Leggeri, face aux fonctionnaires européens, à propos de l'une des situations litigieuses identifiées par l'OLAF.

La direction a pris pour cible la responsable des enquêtes sur les violences dont des agents de Frontex seraient témoins

Au cours de l'enquête, ils sont des dizaines à témoigner de la circulation de ce « narratif » dans les couloirs de l'agence européenne. Et de l'impérieuse nécessité, revendiquée par la direction, de soutenir la Grèce, quitte à couvrir les violences perpétrées par ses policiers. « *Les pushbacks n'existent pas et ne peuvent être jugés selon des critères objectifs* », écrivait ainsi un des trois mis en cause, dans un message du 25 novembre 2020. « *Je dois bien admettre qu'à*

l'époque j'avais de la sympathie pour la position selon laquelle Frontex devait soutenir la Grèce dans sa "guerre" contre la Turquie », s'explique-t-il, interrogé par l'OLAF.

Les critiques du trio à la tête de l'agence visent particulièrement la directrice du bureau des droits fondamentaux, l'Espagnole Immaculada Arnaez, chargée d'enquêter sur les cas de violences dont les agents de Frontex pourraient être témoins. Deux ans durant, les trois hommes se sont employés à limiter sa marge d'action, en la marginalisant et en la traitant comme un agent hostile.

S'affranchir de tout contrôle

Elle est surnommée « Pol Pot », soupçonnée de faire régner « une terreur de Khmer rouge dans l'agence »... L'opprobre dont elle fait l'objet s'étend aux employés de son département, « *des gauchistes* » qui balancent tout « *aux ONG ou aux membres du consul-*

tative forum [un organe paritaire chargé de suivre l'évolution de l'agence] ». Au fil des pages apparaît l'image d'une direction qui désire s'affranchir de tout contrôle extérieur, notamment de celui de la Commission européenne, pourtant responsable de son mandat. Cette dernière « *ne comprend pas le rôle de Frontex* ». Imperméable aux « *problématiques sécuritaires* », aveugle face au rôle que l'agence « *commence à jouer* », loin de celui de « *taxi légal* » ou de « *passeur* » où on voudrait la cantonner.

Pire, la Commission serait une menace pour sa survie. « [Elle] se fait le relais des ONG pour qu'il y ait une sorte de mécanisme automatique qui t'impose de suspendre toute opération sur la base d'allégations (...). Dans un contexte de menace hybride, c'est donner les clés de nos opérations à toute puissance étrangère capable de diffuser des "fake news" », écrit l'un des trois hommes, le 10 novembre 2020. Ré-

ponse immédiate de son interlocuteur, qui suggère de « *sortir de la nasse où ils veulent nous mettre pour servir les visées de certaines ONG, de certains groupes criminels et de certaines puissances non européennes* ».

Dans leurs échanges, les cadres de Frontex critiquent le « *crétinisme bureaucratique* » ou la « *bêtise* » de certains des représentants de la Commission, qui seraient « *une insulte* ». A propos d'un tweet posté par Ylva Johansson, la commissaire aux affaires intérieures, le 26 novembre 2020, et repartagé par Monique Parlat, la directrice générale des affaires intérieures, qui se réjouit de la tenue d'une journée de l'intégration au sein de l'Union européenne à destination des migrants, l'un des trois mis en cause commente : « *Tout est dit.* » Réponse immédiate d'un collègue : « *Nous ne sommes pas de leur bande... Et elles ne sont pas de la nôtre.* » ■

T. S.